

## **Votre mobilisation est indispensable**

**Pour dire au monde politique, aux parents, aux élèves, aux citoyens qu'il faut préserver l'emploi et les conditions de travail dans l'enseignement, dans les services publics et non marchands ;  
Pour être solidaire des travailleurs de tous les secteurs.**

**Contactez votre régionale pour :**

**Participer aux actions régionales**

**Participer à la concentration de militants le lundi 5 octobre  
À 14h. Place Surllet de Chokier à Bruxelles**



## **POURQUOI**

### **CE N'EST PAS RAISONNABLE DE FAIRE DES ÉCONOMIES SUR L'EMPLOI**

Il paraît que le gouvernement de la Communauté française cherche de nouvelles pistes d'économies.

La mobilisation des enseignants contre l'augmentation du temps de travail (via la « plage horaire ») aurait porté.

Attention ! Le gouvernement cherche à obtenir des effets d'économie de court terme, presque immédiats (budgets 2009 et 2010). Or, les traitements de l'enseignement représentent une part importante du budget. Diminuer l'emploi (que ce soit par l'augmentation des heures prestées ou une modification du NTTp et du capital-périodes ou autre, peu importe) est facile et direct pour dépenser moins immédiatement.

### **Pourquoi n'est-ce pas raisonnable ?**

1. Les pertes d'emploi dans l'enseignement vont faire sortir du système les enseignants temporaires qui ont le moins d'ancienneté. Ce sont les enseignants qui coûtent le moins cher ; il faudra donc supprimer plus d'emplois pour obtenir le montant d'économies voulu. Concrètement, 48 millions d'euros d'économies, cela signifie, par exemple, 1918 régents en début de carrière en moins.
2. Celles et ceux qui vont perdre leur emploi vont se retrouver au chômage... donc alourdir les dépenses de sécurité sociale supportées par le fédéral. Quelle sera donc l'économie réelle, nette pour les comptes de la Belgique ? On déplace les coûts d'un budget à l'autre, mais à un moment donné c'est bien la situation de l'entité « Belgique » qui doit être présentée à l'Europe.
3. S'ils retrouvent un emploi dans un autre secteur que l'enseignement, ce sera au détriment d'autres travailleurs qui se retrouveront soit au chômage, soit au CPAS, à charge des budgets communaux...
4. Celles et ceux qui vont se retrouver au chômage ne vont évidemment pas soutenir la « croissance » de l'économie par leur consommation.
5. Le gouvernement a annoncé qu'il serait nécessaire de remplacer un tiers du corps enseignant dans les dix prochaines années parce que les enseignants actuellement en poste vont atteindre l'âge de la pension (pyramide des âges – Déclaration de politique



communautaire, page 35). En supprimant aujourd'hui l'emploi des jeunes temporaires, on agit exactement à l'inverse et on prépare l'accroissement de la pénurie.

6. Qualitativement, on prive le système d'enseignement des jeunes enseignants susceptibles de porter une dynamique positive pour le faire évoluer.

## Pourquoi n'est-ce pas légitime ?

Certains disent que nous sommes tous dans le même bateau et que tout le monde doit cotiser pour sortir le pays du pétrin. C'est oublier que certains se promènent dans des yachts tandis que d'autres se demandent si les canots et les gilets de sauvetage seront en nombre suffisant. C'est oublier aussi que la plupart ne disposent que des revenus de leur travail pour vivre tandis que d'autres continuent à jouer avec l'argent qu'ils ne possèdent pas pour faire de la spéculation sur les marchés financiers...

C'est une erreur de croire que participer à un effort collectif serait moral et solidaire. Le capitalisme n'est pas un système basé sur l'égalité et la solidarité. Il est basé sur

l'inégalité et l'exploitation. La solidarité de la sécurité sociale et des services publics est une solidarité conquise sur le système, pour assurer à tous les travailleurs un minimum de sécurité et d'égalité. Le détonateur de la crise, ce sont des prêts consentis à des personnes qui n'avaient pas les revenus suffisants pour les rembourser. Ce qui est amoral, c'est la faiblesse de revenus du travail qui ne permettent pas de se payer un logement. Ce qui est amoral, c'est aujourd'hui de faire supporter les effets de la crise à celles et ceux qui n'ont toujours que les revenus du travail pour vivre (et qui ont peut-être perdu des économies mal placées dans la débâcle).

## Ni raisonnable, ni légitime

Le SEL-SETCa n'est ni égoïste, ni corporatiste. Au slogan « les enseignants ne doivent pas payer la crise », nous préférons « aucun travailleur ne doit payer la crise ».

C'est pour tous les travailleurs aussi qu'il faut préserver les services publics et les secteurs non marchands, générateurs d'un peu plus d'égalité parce qu'ils assurent à tous l'accès à l'enseignement et la formation, aux soins de santé, à l'aide aux personnes, etc.

Cela fait des années que le SEL-SETCa plaide pour que les moyens de l'enseignement soient investis de manière raisonnable :

- ▶ Dans un tronc commun jusqu'à 16 ans, plutôt que dans des options multiples qui favorisent la concurrence entre établissements ;

- ▶ Dans la remédiation immédiate et sur le long terme plutôt que dans le redoublement ;
- ▶ Dans la formation des enseignants pour accroître la réussite des élèves ;
- ▶ Dans un financement différencié pour éviter la dualisation des établissements qui accroît la concurrence coûteuse.
- ▶ ...

Le SEL-SETCa refuse, raisonnablement, que les difficultés budgétaires soient l'occasion d'encore déstructurer le système enseignement en le privant de ses jeunes enseignants, tout en maintenant tous les effets pervers d'un système démultiplié inefficace.

Quelle que soit la mesure proposée par le gouvernement, il refuse qu'on touche à l'emploi et aux conditions de travail.